

Titre : **L'opération Sangaris : un échec politique qui avait été annoncé**

Auteur : **Bernard LUGAN**

Date : **30 octobre 2016**

Source : **L'Afrique Réelle**

Diffusé par : **ASAF (www.asafrance.fr)**

L'opération Sangaris : un échec politique qui avait été annoncé

Le dimanche 30 octobre 2016, la France a mis un terme à l'*Opération Sangaris* lancée au mois de décembre 2013 pour mettre fin aux massacres commis par la *Séléka* [1]. Aujourd'hui, le chaos centrafricain n'a pas cessé et le pays est largement aux mains de cette même *Séléka* et de ses divers chefs de guerre, souvent des Soudanais. L'échec est donc total [2] et il doit être imputé aux dirigeants politiques français qui ont constamment donné aux militaires des ordres aberrants. Rappel des faits et exposé des responsabilités socialistes.

Dans le dossier de la RCA, François Hollande a constamment tergiversé et accumulé les erreurs :

1) La première date de la **fin de l'année 2012** (voir mes communiqués de l'époque) quand, avec peu de moyens, il eut été possible de « traiter » rapidement et efficacement les coupeurs de route de la *Séléka*. Mais, harcelé par le Quai d'Orsay, François Hollande hésita.

2) Au mois de **mars 2013**, alors que tous les connaisseurs du pays le pressaient d'agir, il laissa la *Séléka* prendre Bangui. La Centrafrique sombra alors dans le chaos cependant que les chrétiens - 95% de la population de souche -, étaient persécutés.

3) **Début 2014**, face au désastre humanitaire dont ses hésitations étaient la cause, François Hollande décida finalement d'intervenir mais en précisant toutefois que l'entrée en scène des forces françaises n'avait **pas de but militaire**... Nos troupes ne reçurent donc pas d'ordres clairs puisque ni l'« ami », ni l'« ennemi » ne furent désignés, Paris demandant simplement à nos soldats de jouer les « bons samaritains ». Pour cette intervention, nos forces n'ont donc pas eu d'objectif clair. Entre l'humanitaire et le désarmement des milices, quelle fut leur mission? On l'ignore toujours...

4) **Le déploiement de notre contingent** se fit d'une manière totalement contraire à toute tactique militaire cohérente. Alors que l'objectif militaire prioritaire aurait en effet dû être le verrou de Birao dans l'extrême nord du pays [3] afin de couper la *Séléka* de sa base soudanaise, il fut au contraire décidé d'enliser les forces françaises à Bangui dans une mission d'interposition relevant de la gendarmerie mobile. L'intérieur de la Centrafrique fut donc laissé à la *Séléka* qui eut tout le loisir d'y poursuivre ses massacres. L'actuelle situation catastrophique est clairement la conséquence de ce choix militairement incompréhensible. Ce dernier s'explique probablement parce qu'il ne fallait pas « choquer » l'opinion musulmane en paraissant intervenir aux côtés des chrétiens...

5) Dès le début de l'*Opération Sangaris*, au lieu de leur demander de détruire les bandes de la *Séléka*, Paris ordonna donc à nos soldats de simplement séparer agresseurs et agressés, bourreaux et victimes. Alors qu'il fallait leur donner les moyens de sidérer l'adversaire et de

saturer l'objectif, les chiches moyens alloués à nos troupes ne leur permirent que de lancer des patrouilles, non de quadriller et de tenir le terrain. Comment prétendre en effet rétablir la paix dans un pays plus vaste que la France avec seulement 1 600 hommes dont plusieurs centaines affectés à la seule garde de l'aéroport ? L'impression d'impuissance fut accentuée par le fait qu'à Bangui, au lieu d'être désarmée, la *Séléka* voulut bien accepter d'être cantonnée...en conservant ses armes et en gardant ses gains territoriaux à travers le pays.

6) Alors que la solution était d'abord militaire, le Quai d'Orsay ne cessa d'affirmer que la résolution de la crise se ferait par la reconstruction de l'Etat à travers le mirage électoral de 2016. Or, le président Faustin-Archange Touadéra a naturellement été incapable de reconstituer un « Etat » centrafricain, lequel n'a d'ailleurs jamais existé; sauf peut-être à l'époque de Bokassa.

Aujourd'hui, les massacres sont quotidiens et le pays est coupé en deux.

Aucun administrateur sudiste n'ose en effet s'aventurer dans le nord où il s'y ferait massacrer, cependant que les fonctionnaires nordistes ne sont guère volontaires pour venir se faire lyncher à Bangui... Quant aux bandes de la *Séléka* et à leurs diverticules, elles tiennent plus de la moitié du pays.

Les malheureuses populations occupées sont ainsi revenues aux temps des raids à esclaves lancés depuis le Soudan et dont leurs grands-parents avaient été délivrés par la colonisation. Elles avaient naïvement cru que les troupes françaises étaient venues pour les libérer. Leur amertume est donc grande car l'Elysée n'avait en réalité décidé qu'une **gesticulation humanitaire sous habillage militaire**.

Bernard LUGAN
contact@bernard-lugan.com

*

[1] « La Séléka, une nébuleuse criminelle (...) une internationale criminelle organisée et prospère ». *Rapport de la fédération internationale des droits de l'homme du mois de septembre 2013* intitulé « RCA : un pays aux mains des criminels de guerre de la Séléka ».

[2] Je l'avais annoncé et même décrit. Voir à ce sujet les numéros de *l'Afrique Réelle* et mes communiqués des années 2013-2015.

[3] Cette position clé avait été évacuée le 30 mars 2010 sur ordre du président Sarkozy.